

***Contre les politiques guerrières et antisociales de la bourgeoisie,
vive la riposte ouvrière et internationaliste du 1^{er} mai !***

Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1^{er} mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi... « L'État opprime et la loi triche », ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : « L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail » ?

Leur 1^{er} mai et le nôtre

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en une pâle « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1^{er} mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui permet aux travailleurs et travailleuses d'échapper encore à l'exploitation capitaliste, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports où le travail ne peut s'arrêter. Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte pour nos droits, a pour origine le combat pour la réduction du temps de travail, avec les vies perdues pour cela à Chicago en 1886 et à Fourmies en 1891. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, c'est une journée où celles et ceux qui veulent manifester doivent faire grève, en perpétuant le combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, de leurs conquêtes arrachées malgré la répression violente. Car les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

Face à la flambée des prix, notamment ceux du carburant, contre les licenciements en rafales, comme l'a encore illustré dernièrement l'annonce de l'arrêt de la production de voitures à Stellantis Poissy, le 1^{er} mai doit être un point d'appui pour une riposte d'ensemble, une lutte massive et résolue pour exiger des mesures d'urgence : l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros et leur indexation, ainsi que celle des pensions et des prestations sociales, sur le niveau des prix et l'interdiction des licenciements. Il f

audra prendre l'argent où il est : dans les portefeuilles des actionnaires des grands groupes capitalistes, dont l'enrichissement insolent dépasse l'entendement. Au mois de mars, la seule entreprise TotalEnergies a gagné un milliard en spéculant sur les stocks de pétrole !

Leurs guerres et notre solidarité internationaliste

Des dizaines de milliers de morts s'accumulent parmi les peuples du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine en a causé plus de 500 000 depuis 2022, sans oublier les guerres atroces et sanglantes dont les médias ne parlent pas, comme au Soudan ou au Congo. Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ». Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire, avec pour conséquences des profits record pour les marchands de canons et leur pendant de coupes dans les budgets sociaux et d'attaques contre les classes populaires.

Le 1^{er} mai sera l'occasion de réaffirmer que nos seuls ennemis de travailleurs et travailleuses sont les patrons, les bourgeois, et en premier lieu ceux qui se trouvent dans notre propre pays. À l'inverse, nos alliés, partout dans le monde, sont nombreux et forment l'immense majorité de la population, sans qui rien ne peut tourner dans la société : oui, plus que jamais, prolétaires de tous les pays unissons-nous pour en finir avec le capitalisme, ses guerres et ses oppressions !

A Mulhouse, pour le 1^{er} mai, manifestation à 10H place de la Bourse.

POUR LES ARRÊTER : LA GRÈVE !

Jeudi 23 avril, des rassemblements à Poissy, Metz, et Sochaux étaient organisés par la CGT contre les fermetures de sites et contre la casse de l'emploi chez les constructeurs, les équipementiers et les sous-traitants. Si c'est principalement des militants syndicaux qui se sont mobilisés, des centaines de travailleurs ont répondu présent à Poissy, à l'appel de SUD et de la CGT.

Les constructeurs se livrent une guerre à mort pour leurs profits, qui se traduit partout par des suppressions d'emplois et une catastrophe sociale. Contre leurs projets mortifères il n'y a qu'un mot d'ordre : La force des travailleurs, c'est la grève !

SANS CRÉMAILLÈRE LA FÊTE EST PLUS FOLLE !

Lundi 20 avril en TA au montage, on a eu droit à une bonne panne de plus de 3 heures, dûe à un manque d'approvisionnement de crémaillère de direction. De quoi commencer la semaine en douceur. Conclusion : sans crémaillère la direction fait la gueule.

CASSE DE L'EMPLOI

La direction du site Stellantis Vesoul a annoncé que l'activité de montage moteur allait être envoyée sur le site de Poissy. C'est 190 emplois supprimés sur Vesoul et seulement 120 emplois récupérés pour Poissy. A l'époque à Vesoul cette activité qui avait été reprise du site d'Hérimoncourt avait servi de prétexte pour remettre en cause les 35 heures. Aujourd'hui le déplacement de cette activité vers Poissy sert de prétexte pour faire avaler la fin de la production de véhicules.

Stellantis joue avec nos emplois comme si nous n'étions que des pions sur un échiquier. Il faudra une lutte collective pour imposer le maintien de tous les emplois sur chaque site.

SILENCE ON TOURNE !

Comme si la direction n'avait pas déjà suffisamment de moyens pour nous fliquer, elle veut encore faire rajouter des caméras supplémentaires dans plusieurs secteurs du montage. Les prétextes invoqués seraient la sécurité des biens et des personnes, la gestion des flux d'engins ou encore les dégradations. Ils font des économies sur tout, sauf quand il s'agit de trouver des moyens supplémentaires pour mettre encore plus de pressions.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS !

Stellantis est en discussion avec le producteur chinois Dongfeng pour utiliser en partenariat ou racheter 4

usines en Europe, dont celle de Rennes. Le patriotisme économique « produire français », « nous sommes en guerre », « la Chine menace nos marchés », ce ne sont que des discours pour nous faire accepter la dégradation de nos conditions de travail et de notre niveau de vie. Les capitalistes du monde peuvent s'entendre quand il s'agit de se partager des chaînes de production et de faire suer du profit aux ouvriers.

PAS TOUCHE AUX BUS

L'opération de suppression des bus de transport continue. C'est le bus de St Louis qui est en danger rapidement. Soixante kilomètres aller-retour de Saint Louis à l'usine, ça fait environ 8€ par jour au prix de 2,20€ le diesel. Plus que jamais, « Touchez pas à nos bus ! Le transport c'est essentiel. »

NOUVEAUX BLEUS : BIENTÔT EN SLIP !

Nous avons été livrés en vestes et pantalons aux couleurs de Stellantis. Sauf le montage, qui n'a eu droit qu'aux pantalons. Et encore : ils sont tellement fins qu'on a l'impression de ne pas en avoir, dans les petits matins remplis de vents froids et de courants d'air. Bref, la tenue image donne surtout une mauvaise image des radins qui font des économies sur notre dos !

MAUVAISES FRÉQUENTATIONS

Les secrétaires des syndicats FO Stellantis Vesoul et Valenciennes ont apporté leur soutien à des députés RN et ont posé sur une photo avec l'étiquette FO bien en évidence : le secrétaire FO de Vesoul aux côtés du député RN Antoine Villedieu, celui-là même qui a causé un accident de la circulation en état d'ivresse il y a quelques jours et le secrétaire FO de Valenciennes aux côtés de Sébastien Chenu, ce député RN poursuivi par le parquet financier pour avoir touché pendant 5 ans son salaire de flic, en toute illégalité, en plus de ses 5953€ net de parlementaire. Ces comportements malhonnêtes n'ont pas dérangé ces responsables FO, qui n'ont sûrement pas demandé leur avis à leurs syndiqués, tout préoccupés qu'ils sont à donner une image de défenseurs des salariés à ce parti, créé et toujours animé par des grands bourgeois racistes.

Marine Le Pen mange avec le MEDEF et défend une politique fondamentalement au service de la bourgeoisie française. Il n'y a rien à espérer de ces gens malgré leurs déclarations de solidarité avec les travailleurs d'Hordain Valenciennes ou Vesoul.